L’Iran tire sur un F-18, les États-Unis frappent Qeshm : guerre totale ? | Trita Parsi et KJ Noh

Trita Parsi et KJ Noh discutent de la manière dont le monde s’est retrouvé au bord d’une guerre totale du jour au lendemain, alors que l’Iran a riposté aux frappes américaines sur l’île de Qeshm, plusieurs drones ayant été abattus et des avions de chasse pris pour cible. Pourquoi les États-Unis jouent-ils la surenchère des représailles et tentent-ils de détourner l’attention des médias de leurs « frappes limitées » ? Que signifiera pour l’ordre mondial la reprise et l’intensification de l’agression américano-israélienne contre l’Iran ? Nous répondons à ces questions et à bien d’autres. Trita Parsi est le cofondateur et vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft : https://tritaparsi.substack.com/ KJ Noh est analyste géopolitique, commentateur et journaliste. AIMEZ la vidéo et abonnez-vous pour davantage d’analyses géopolitiques approfondies Faites-nous part de vos réflexions dans les commentaires ci-dessous ! Soutenez la chaîne : Patreon : https://www.patreon.com/dannyhaiphong ABONNEZ-VOUS SUR RUMBLE : Rumble : https://rumble.com/c/DannyHaiphong Suivez-moi sur les réseaux sociaux : Twitter : https://twitter.com/DannyHaiphong Telegram : https://t.me/DannyHaiphong Autres façons de soutenir la chaîne : https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : $Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : https://paypal.me/spiritho #israel #iranwar #trump

#Danny

Heureux de vous retrouver, tout le monde. Comme vous le voyez, je reçois aujourd’hui pour la première fois Trita Parsi, cofondateur et vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft, qui publie aussi une excellente newsletter sur Substack, dont vous trouverez le lien dans la description de la vidéo ci-dessous. Mais avant d’en parler, docteur Parsi, j’ai une grande question à vous poser. Que s’est-il passé hier ? Selon plusieurs informations, les États-Unis ont mené une frappe limitée contre l’Iran. Plusieurs missiles auraient touché l’île de Qeshm, et Donald Trump l’a confirmé. Des sources iraniennes affirmaient avoir ouvert le feu à plusieurs reprises sur des appareils hier, abattant notamment un autre drone Reaper et tirant des missiles sol-air sur des avions de chasse F/A-18. Voici ce que Donald Trump a déclaré aujourd’hui au sujet de ces frappes.

#Danny

Voilà donc ce qui se serait passé hier, docteur Parsi. Mais vous pouvez peut-être nous aider à comprendre où en est cette guerre aujourd’hui, parce que cette idée de frappes limitées semble

revenir régulièrement depuis quelques semaines. Mais on craint aussi beaucoup une escalade de cette guerre dans les jours à venir. Alors, quel regard portez-vous sur la situation ?

#Trita Parsi

Tout d'abord, je suis ravi d'être avec vous. Très heureux de participer à votre émission. Alors, écoutez, on est dans une situation où il y a déjà eu beaucoup de frappes de part et d'autre. Les Iraniens ont abattu beaucoup de drones américains. Simplement, les médias n'en ont pas parlé. On n' en a pas fait grand cas. Maintenant, si, et en plus, la situation s'envenime. Ça va plus loin qu'avant, notamment avec les frappes américaines contre les sites radar. Je crains aussi que Bradley Cooper, au CENTCOM, ne soit en train, vous savez, d'improviser sa propre politique étrangère, vu le chaos qui règne du côté américain sur la politique à suivre réellement.

Il fait clairement partie des plus va-t-en-guerre au sein de l'administration, de ceux qui sont favorables à l'escalade. Et je pense vraiment que cette inquiétude existe aussi ailleurs dans l' administration : qu'il cherche à provoquer une escalade et qu'il se serve de ce type de frappes comme prétexte pour en arriver là. Et ça montre aussi que Trump, vous savez, se heurte à des résistances quand il s'agit d'aller jusqu'à une escalade totale. En même temps, il ne veut pas non plus d'un accord. Alors il se rabat sur cette solution intermédiaire : simplement poursuivre le blocus et la guerre économique.

C'est complètement faux. Le statu quo actuel n'est pas stable. Soit la situation va s'aggraver jusqu'à déboucher sur une guerre, soit les tensions vont s'apaiser pour aboutir à un accord. L'idée qu'on puisse continuer comme ça encore longtemps est totalement fausse. Et c'est ce que préconisent certains de ceux qui veulent une escalade, mais qui savent qu'ils ne peuvent pas l'obtenir tout de suite. Alors ils se disent : bon, au moins, ne concluons pas d'accord. Faisons en sorte de poursuivre cette guerre économique et de continuer à faire pression sur les Iraniens. Alors qu'en réalité, ils savent très bien que cette option finira par mener à la guerre.

#Danny

Docteur Parsley, selon vous, pourquoi les États-Unis ont-ils choisi cette voie pour le moment ? Comme vous l'avez dit, toutes sortes d'informations circulent sur les différentes options présentées à l'administration Trump. Pourtant, cela fait maintenant plus d'un mois que nous semblons être dans la logique que vous venez de décrire. Quels sont les facteurs qui influencent actuellement l'attitude de l' administration Trump envers l'Iran ?

#Trita Parsi

Au fond, bien sûr, les États-Unis ont échoué et n'ont aucune bonne option. Si vous réécoutez ce que disait l'administration au moment de lancer cette guerre économique, enfin, ils ont fait toutes sortes de promesses : les Iraniens allaient être écrasés, et cetera, le détroit resterait ouvert. Dans les faits,

on sait que le détroit est fermé. Oui, certains navires arrivent à passer, et beaucoup d'entre eux paient apparemment des droits de passage aux Iraniens. Les Iraniens gagnent donc de l'argent grâce à cette situation. Je pense donc que, dans les deux jours qui ont suivi le début de cette guerre, Trump s'est rendu compte que son plan A ne fonctionnait pas et que, depuis, il mène cette guerre en improvisant.

Il n'a jamais eu de plan B. Il était tellement sûr de lui, tellement arrogant, qu'il pensait que ce serait comme au Venezuela, mais un peu plus long. Alors qu'en réalité, on assiste à l'une des plus grandes défaites stratégiques des États-Unis. On parle d'un pays dont l'armée est censée pouvoir mener deux guerres majeures sur deux continents en même temps. En réalité, les États-Unis n'ont pas pu soutenir une guerre contre un pays disposant des capacités technologiques de l'Iran pendant plus de quarante jours, parce qu'ils n'avaient plus de missiles intercepteurs. Et ils n'ont pas pu rouvrir le détroit d'Ormuz par la force militaire.

Alors, qu'est-ce que ça vous dit sur tous ces pays qui comptent sur le parapluie sécuritaire américain à travers le monde, que ce soit à Taïwan, en Europe ou au Moyen-Orient ? Ce parapluie sécuritaire n' a pas seulement été mis en échec au Moyen-Orient. Partout ailleurs, les gens se posent de très sérieuses questions. Pour l'instant, il n'y a pas de réaction rapide, parce que, bien souvent, ils n'ont pas d'autre solution. Qu'est-ce que vous voulez faire ? Vous allez simplement y renoncer et vous retrouver sans rien ? Mais ne vous y trompez pas : il suffit de gratter un peu pour voir qu'en ce moment, beaucoup sont en train de revoir leur position, parce qu'une chose est devenue très claire : les États-Unis n'ont pas cette capacité.

Et c'est là une énorme différence entre la guerre en Irak et la guerre en Iran. Dans la guerre en Irak, les États-Unis ont remporté la victoire militaire en trois semaines. Ils ont aussi atteint leur objectif politique, qui était de se débarrasser de Saddam Hussein. Les États-Unis ont échoué ensuite, bien sûr, quand il s'est agi de stabiliser l'Irak et de reconstruire l'État. Une entreprise qui, franchement, n'aurait jamais pu réussir, parce que ce n'est pas ce que les États-Unis savent faire. Ici, on parle d'une situation dans laquelle les États-Unis ont perdu sur le plan militaire et subi une défaite stratégique. Cela va avoir des répercussions qui iront bien au-delà de tout ce qu'a entraîné la guerre en Irak. Et les répercussions de la guerre en Irak étaient déjà considérables, bien sûr.

#Danny

Ce sont des remarques très pertinentes. Alors, je voulais vous demander, vu ce que vous venez de dire : est-ce que vous croyez ce que dit l'administration Trump, ce que Donald Trump vient de dire à l'instant ? J'ai l'impression que, ces deux dernières semaines, on a entendu les États-Unis dire qu'ils avaient frappé telle ou telle cible, vous voyez, qu'ils avaient mené des attaques, mais sans qu'on ait vraiment de confirmation. Pensez-vous que ces frappes relèvent davantage de la mise en scène, comme disent les jeunes aujourd'hui, que d'une réelle efficacité ? Parce que l'Iran n'y réagit pas très vivement non plus, ce qui me fait penser qu'elles ont peut-être moins d'importance que celles des premières phases de cette guerre. Qu'en pensez-vous ?

#Trita Parsi

Bon, tout d'abord, oui, en ce moment, le CENTCOM et le Pentagone publient quantité de déclarations, de tweets et d'infographies qui ne sont pas seulement des mensonges, mais des exagérations poussées à l'extrême. Ça ne veut pas dire que les États-Unis n'ont pas frappé de nombreuses cibles en Iran. Ils l'ont fait. Ils ont affaibli tout un ensemble de capacités. Ils ont détruit beaucoup de lanceurs. Mais ce qu'ils ont complètement sous-estimé, c'est la solidité de la chaîne d' approvisionnement iranienne et la capacité des Iraniens à reconstruire une bonne partie de tout ça très, très vite. En fait, quand on regarde le déroulement de la guerre, on constate que, malgré les coups que les Iraniens ont subis — et là encore, on laisse de côté les exagérations du Pentagone, mais ils ont bel et bien subi de nombreux coups —, malgré tout ça, l'efficacité des Iraniens a en réalité augmenté au fil de la guerre.

Ils frappent plus efficacement avec leurs missiles qu'au début de la guerre : avec plus de précision, un meilleur choix du moment et de meilleurs renseignements. Les Iraniens ont donc appris beaucoup, beaucoup plus vite que les Israéliens et les États-Unis. Alors oui, beaucoup de choses ont été détruites, mais cela n'a absolument rien changé, sur le plan stratégique, à la configuration ni à la direction de cette guerre. Et c'est, vous savez, le genre de choses sur lesquelles on finit par s' appuyer quand on n'a vraiment rien d'autre à mettre en avant. Si l'administration Trump avait des succès stratégiques à faire valoir, je suis sûr qu'elle le ferait. Mais quand on n'en a pas, on se contente d'énumérer tout un tas de choses qu'on a détruites, parce que c'est tout ce qu'on peut faire.

#Danny

Oui, bon, vous savez, est-ce que vous avez des éclaircissements à nous apporter là-dessus ? Il y a eu beaucoup d'efforts de médiation. Ça ressemble presque à une course contre la montre. Le Qatar en a mené une bonne partie ces derniers temps. Et je me pose la question, vous savez, parce qu'il y a eu toutes sortes d'informations contradictoires. Certaines, venues du Qatar, affirmaient que ces pourparlers avaient complètement échoué. Il me semble qu'il y a eu une déclaration officielle du Qatar disant que non, pas forcément, que des personnes étaient intervenues, c'est bien ça ?

#Danny

Ouais.

#Danny

Mais dans quel but ? Parce que, pour ma part, je n'ai pas vu grand-chose, du côté américain en particulier, qui me donne espoir qu'ils aient vraiment l'intention de répondre aux exigences de l'Iran. Je me demande ce que vous pensez de la façon dont les choses se déroulent jusqu'ici.

#Trita Parsi

Écoutez, encore une fois, il est important de faire la distinction entre les différents courants au sein de l'administration. Il y a un courant qui veut vraiment parvenir à un accord, qui n'était pas favorable à cette guerre au départ, et qui a joué un rôle clé dans l'obtention du protocole d'accord, en juin ou en juillet. Et ces gens-là mènent des négociations avec l'aval de Trump. La question a toujours été, bien sûr, tant du côté des Iraniens que des Qataris, et franchement, aussi des Américains : Trump finira-t-il par accepter un accord ? Finira-t-il par accepter ce qu'on lui propose ? Et c'est tout à fait dans le style de Trump de ne jamais vraiment le dire clairement. C'est peut-être tout simplement parce qu'il n'a pas encore pris sa décision.

Les négociations ont en fait beaucoup avancé : la proposition a été remaniée et modifiée, dans une très large mesure, pour répondre à certaines des préoccupations exprimées par la partie américaine. Par exemple, si on regarde le protocole d'accord, il prévoyait de traiter toute une série de questions, comme le détroit d'Ormuz et un cessez-le-feu régional. Et si tout cela fonctionnait, les négociations sérieuses sur la question nucléaire devaient commencer au soixantième jour. Pour Trump, avec le recul, c'était une énorme erreur, parce que cette expérience lui a appris que le coût politique d'un accord est immédiat. Il est instantané.

Et il s'en est pris plein la figure de la part des Israéliens, des faucons républicains, et même de certains démocrates, alors que les véritables bénéfices de l'accord ne se feraient sentir qu'au moins soixante jours plus tard. Ça, il ne peut pas le supporter. On parle de quelqu'un dont la mentalité semble plus proche de celle d'un enfant qui a besoin d'une récompense immédiate, pas d'une récompense différée. Résultat, les Iraniens ont présenté en septembre une proposition qui ramenait ce délai à sept jours. Donc, en l'espace de sept jours, si toutes les mesures étaient prises, il y aurait des négociations sérieuses sur le nucléaire. Trump, bien sûr, voulait que ça se fasse tout de suite. En fait, il voudrait que les Iraniens fassent immédiatement une concession majeure sur le nucléaire. Ça n'arrivera pas.

Ces sept jours ont maintenant été ramenés à cinq jours, et peut-être même à deux jours. Tout ça pour répondre à son exigence : il faut qu'il puisse dire « Je participe maintenant à des négociations sur le nucléaire. Je vais réussir à obtenir quelque chose là-dessus », plutôt que de laisser le débat porter sur le fait qu'il est dans l'impasse dans le détroit d'Ormuz et sur les pressions qu'il va devoir exercer sur Israël pour mettre fin à la guerre au Liban et à l'occupation israélienne du sud du pays. Il y a aussi un autre élément : du côté américain, on craint beaucoup que, si le blocus est levé, les Iraniens vendent un très grand nombre de barils de pétrole, gagnent énormément d'argent, puis recommencent à tirer sur les navires.

On revient au statu quo actuel, où la situation est bloquée, mais à cette différence près que les Iraniens ont renfloué leurs caisses. Et si le délai est de soixante jours, alors cette inquiétude est peut-être fondée. Si on le réduit à sept, cinq ou deux jours, qu'est-ce que l'Iran va bien pouvoir vendre en deux jours qui change vraiment la donne ? Donc, c'est aussi une façon d'essayer de répondre aux

exigences de Trump, parce qu'il a peur d'être critiqué, parce qu'il a peur de ne jamais parvenir aux négociations sur le nucléaire. Le problème, c'est qu'il vit dans un univers de désinformation.

Il se méprend complètement sur la situation, se laisse prendre à sa propre propagande et se croit dans une position bien plus forte qu'elle ne l'est en réalité. Au point de penser que les Iraniens devraient faire immédiatement une concession sur le nucléaire pour ouvrir la voie à la diplomatie, ce qui est totalement ridicule au vu de ce qui s'est réellement passé dans cette guerre. Mais des efforts sont en cours pour trouver des moyens d'apaiser un peu les inquiétudes qu'il partage avec d'autres au sein du système. Je continue de croire que c'est faisable. Et je pense qu'une chose vraiment importante, que les Iraniens doivent aussi comprendre, c'est qu'il y a en ce moment une grande confiance du côté iranien.

Parce qu'au bout du compte, ils constatent que Trump menace depuis un bon moment de relancer la guerre, mais qu'il ne l'a pas fait. Et ils se demandent pourquoi. La réponse à laquelle ils arrivent, c' est que leur capacité de dissuasion l'en empêche : leur capacité à faire exploser le reste du Moyen-Orient, à frapper durement les États-Unis, à faire sauter des bases américaines, éventuellement des navires américains, à couper les câbles sous-marins à fibre optique, et cetera. Et je pense qu'il y a beaucoup de vrai là-dedans. Je pense que la capacité de riposte de l'Iran lui a donné un pouvoir de dissuasion considérable. Mais il est important de comprendre que cette dissuasion a suffi à l' empêcher de déclencher la guerre, du moins jusqu'à présent.

Ça n'a pas suffi, et ça ne suffira pas, en soi, pour parvenir à un accord. Pour parvenir à un accord, il ne faut pas seulement de la dissuasion. Il faut quelque chose de plus. Il faut de la diplomatie. Il faut de la souplesse. Il faut aussi offrir un geste symbolique à quelqu'un qui, franchement, vient d'être humilié à la fois sur le champ de bataille et dans les urnes. Ce qui m'inquiète, c'est donc que les Iraniens sont très sûrs d'eux. Je ne dis pas qu'ils vont aller trop loin, mais ils pensent pouvoir se reposer uniquement sur cette dissuasion, au lieu de réfléchir à un geste symbolique qu'ils pourraient aussi offrir à Trump dans les négociations, pour surmonter cet obstacle et obtenir vraiment son feu vert à cet accord.

#Danny

Eh bien, c'est intéressant, parce que ça m'interpelle. Vous savez, l'Iran a toujours été très ouvert à la négociation, mais à des conditions qui, comme vous l'avez dit, tiennent compte de la réalité sur le terrain depuis le début de la guerre. En même temps, je n'ai pas non plus vu les Iraniens se précipiter pour négocier une nouvelle version révisée du protocole d'accord. Au début, c'était parce que le protocole avait déjà été signé et qu'il aurait dû être appliqué. Et puis, le discours est devenu : bon, les États-Unis l'ont déchiré. On a presque l'impression qu'ils négocient avec les médiateurs pour montrer aux pays de la région qu'ils sont sérieux, tout en sachant peut-être que les États-Unis n'ont pas vraiment l'intention de faire des concessions importantes.

Et je pense que cette idée d'un geste symbolique est importante, parce qu'à mon sens, elle montre que les États-Unis n'ont vraiment pas très envie de faire des concessions et qu'ils ont besoin de quelque chose qui leur permette de se donner le beau rôle, surtout avec la façon de faire de Trump. Mais ma question est la suivante : au vu de ces frappes limitées, avez-vous le sentiment qu'elles préparent aussi, peut-être, le terrain à quelque chose de plus important ? Trump a récemment déclaré aux médias qu'ils n'avaient même pas encore commencé avec l'Iran, que les grosses frappes n'avaient pas encore eu lieu. Pensez-vous que tout cela pourrait, de toute façon, préparer le terrain à une frappe de plus grande ampleur ? Et si c'est le cas, vous avez déjà évoqué les limites qui existent. Quelle ampleur cela pourrait-il réellement prendre, et jusqu'où cela pourrait-il aller ? Et peut-être que cela explique aussi pourquoi l'Iran ne se précipite pas non plus. Qu'en pensez-vous ?

#Trita Parsi

Sur le premier point, oui, les Iraniens ne sont clairement pas pressés, mais ils ont montré leur volonté de négocier. Je veux dire, ne minimisons pas le fait qu'ils ont envoyé leur président et leur ministre des Affaires étrangères à l'ONU, pour la réunion de septembre. C'est la toute première fois que le président d'un pays en guerre contre les États-Unis se rend à New York pour prendre la parole à l'ONU. Je pense que cela a vraiment montré qu'au bout du compte, même si les Iraniens estiment disposer de moyens de pression considérables et d'une très forte capacité de dissuasion, ils restent ouverts à la négociation.

Et comme vous l'avez dit, je pense que c'est pour eux une façon de montrer leur sincérité, non seulement à la région, mais aussi à leur propre population et, bien sûr, à la communauté internationale. Parce que la communauté internationale, elle aussi, paie le prix de cette guerre, ou de la stratégie que l'Iran a adoptée dans cette guerre, qui consiste à faire monter les prix du pétrole et à faire supporter le coût de cette guerre à d'autres. L'Asie, en particulier, en souffre énormément. Donc, si vous adoptez cette stratégie, qui, à leurs yeux, a non seulement porté ses fruits, mais était aussi une nécessité — ils devaient se battre de cette façon pour pouvoir tenir tête aux États-Unis —, alors vous devez aussi montrer que vous êtes disposés à mettre fin à la guerre. Il faut faire en sorte que la colère, en Asie et ailleurs, ne se dirige pas contre l'Iran, mais contre Trump, pour avoir déclenché cette guerre idiote.

Alors, pour répondre à votre question, qu'est-ce qu'ils pourraient obtenir lors de la prochaine phase ? Tout d'abord, tout à fait. Il y a encore un risque important que ce qu'on voit en ce moment ne soit rien du tout. Ce ne sont, comme on dit, que des frappes limitées et ciblées, et Trump pourrait très bien finir par ordonner quelque chose de bien, bien plus vaste. Cela irait au-delà de ce qu'on a vu lors des deux premières phases. Je pense qu'il est très important, ici, de comprendre le raisonnement des Israéliens, parce qu'il est très probable qu'à ce stade-là, ils reprennent part à la guerre. Ils n'ont pas participé à la deuxième phase, à la demande des États-Unis, parce qu'ils voulaient aller beaucoup, beaucoup plus loin.

Ils voulaient une escalade spectaculaire. Ils voulaient frapper des cibles civiles, des infrastructures critiques… Des choses qui constituent, vous savez, toute une liste de crimes de guerre. Ils voulaient faire tout ça. Et Trump ne voulait pas aller aussi loin, pas forcément par souci d'éviter des crimes de guerre, à ma connaissance, mais parce qu'il avait conscience de ce que serait la riposte iranienne : la destruction des infrastructures énergétiques dans l'ensemble des pays du Conseil de coopération du Golfe. Mais s'il se lance maintenant dans un troisième round et qu'il cherche, comme il le dit, à « les achever », à « les renvoyer vingt-cinq ans en arrière », ça, c'est le langage des Israéliens.

Du point de vue israélien, l'objectif stratégique est tout simplement de causer le plus de destructions possible. Dans la mentalité israélienne, ils ne vivront jamais en paix. Ils doivent juste s'assurer qu' aucun de leurs voisins n'est assez puissant pour dissuader Israël. Et dès que ces voisins commencent à acquérir une certaine capacité de dissuasion, on intervient, on les bombarde, on les fait reculer de quelques mois, de quelques années, peu importe. C'est ce qu'ils ont eux-mêmes appelé « tondre la pelouse ». De temps en temps, on intervient, tout simplement, et on tond la pelouse. Donc, du point de vue israélien, quand on voit les images de Gaza, on voit les destructions, n'est-ce pas ? Nous, on trouve ça horrible.

Pour nous, ce sont clairement des crimes de guerre. Pour les Israéliens, c'est l'image d'une victoire stratégique. Benny Gantz, qui est censé se situer plutôt du côté libéral ou à gauche de l'échiquier politique israélien, montrait dans sa vidéo de campagne l'ampleur des destructions qu'il avait causées à Gaza. C'était quand il était candidat au poste de Premier ministre, en deux mille dix-sept ou deux mille seize, je crois, enfin, une de ces années-là. Et ce n'est pas Netanyahou. Ce n'est pas Ben-Gvir. Ce n'est pas quelqu'un de ce bord-là. Donc cet état d'esprit est bel et bien présent. Et si vous écoutez attentivement ce que dit Trump, il reprend leur discours : « Je vais les faire reculer de vingt-cinq ans. Je vais les ramener à l'âge de pierre. »

C'est ce que les Israéliens considèrent comme une victoire stratégique. À leurs yeux, ils ont fait reculer l'Iran de vingt-cinq ans. Ils ont maintenant une marge de manœuvre dans la région. Ils n'ont plus à se soucier de l'Iran. Regardez ce qu'ils ont fait à l'Irak. Au bout du compte, de leur point de vue, c'est une immense réussite. Plus personne ne craint que l'Irak puisse projeter sa puissance militaire contre Israël ou un allié des États-Unis. Et il faudra probablement encore vingt ans avant que l'Irak en ait les moyens. C'est ce qu'ils veulent. En plus de ça, l'Irak est si faible que les Israéliens ont construit au moins deux bases militaires sur son territoire, soit à l'insu du gouvernement irakien, soit au su de ce dernier, mais sans qu'il puisse faire quoi que ce soit pour l' empêcher.

Et les Israéliens ont utilisé ces bases pour attaquer l'Iran pendant la guerre précédente. Maintenant, imaginez à quel point il faut être faible, à quel point il faut avoir été affaibli, pour que les Israéliens puissent vous faire ça. C'est ce que veulent les Israéliens. Et en ce moment, ce sont eux qui, plus que quiconque, murmurent à l'oreille de Trump pour le pousser à faire cette guerre. Ce n'est donc pas un calcul stratégique de la part des Américains. Je ne me souviens pas avoir déjà vu un président américain ou un chef militaire montrer des images de destruction à Mossoul, ou ailleurs,

pour mesurer sa réussite. Mais c'est ce que font les Israéliens, et c'est aussi ce que fait Trump maintenant.

#Danny

C'est une très bonne remarque parce que, vous savez, j'ai l'âge de me souvenir des guerres en Irak et en Afghanistan. Et généralement, les critères de réussite — même si je n'étais pas d'accord avec eux, et que beaucoup de gens ne l'étaient pas non plus, avec cette guerre contre le terrorisme et tout ça — reposaient sur les personnes qu'ils frappaient. Ils montraient précisément qui ils affirmaient avoir visé. Bien sûr, parfois, il s'agissait en réalité de civils. Mais le critère qu'on nous présentait, c'était : « On les a, ces types-là. » Et là, c'est vraiment très différent, dans le sens où, oui, Israël dit clairement au monde que la destruction est le critère de réussite, qu'il s'agisse d'avoir rasé Gaza ou d'avoir contribué aux dégâts en Iran ou ailleurs.

#Trita Parsi

Eh bien, ce qu'ils font en ce moment dans le sud du Liban, c'est s'assurer que ces villages seront inhabitables, que personne n'y vivra pendant les dix prochaines années, ou à peu près, parce qu'ils les ont complètement détruits. Je veux dire, ce sont tout simplement des crimes de guerre. C'est une honte absolue qu'en Occident, ça ne fasse pas constamment la une et que les gouvernements ne condamnent pas sans relâche les Israéliens pour tous ces actes. En fait, de nombreux pays occidentaux, comme l'Allemagne, soutiennent activement les Israéliens dans tout cela.

#Danny

Quand vous regardez la dynamique politique depuis les élections israéliennes, et à l'approche des élections de mi-mandat aux États-Unis, quel impact pensez-vous qu'elle aura, non seulement sur cette guerre, mais aussi sur la situation dans l'ensemble de la région ? Parce qu'on a évidemment beaucoup parlé des élections israéliennes, et les élections de mi-mandat américaines sont maintenant présentées comme un tournant majeur. Mais est-ce aussi votre avis ? Et sinon, sur quels points votre analyse diffère-t-elle ?

#Trita Parsi

Écoutez, je pense qu'il est très difficile de balayer ça d'un revers de main, comme si ce n'était pas extrêmement important. Je pense que ça l'est. Personnellement, je suis devenu très sceptique à l' égard du système politique américain, et j'ai perdu une grande partie de la confiance que j'avais en lui. Il y a vingt ans, j'organisais des séminaires et des ateliers pour la communauté irano-américaine, pour expliquer le fonctionnement des institutions ici, comment s'inscrire sur les listes électorales et pourquoi il est important de participer à la vie démocratique. Je dois dire qu'aujourd'hui, je n'ai plus ni l'énergie ni la confiance nécessaires pour faire quelque chose de ce genre. Mais en même temps, ce qu'on a vu lors de ces élections est très, très important, et surtout ce qui s'est passé à droite.

Parce qu'on a vu là qu'un électorat qui, dans l'ensemble, s'était comporté comme une secte, en suivant Trump quoi qu'il fasse, avait changé. Trump avait dit cette phrase célèbre : « Je pourrais tirer sur quelqu'un sur la Cinquième Avenue, et mes électeurs me soutiendraient toujours. » Au fil du temps, on a vu certains principes prendre plus d'importance que la simple loyauté envers Trump. Et avant tout, le sentiment antiguerre au sein de la droite américaine. Et là, on l'a vu se manifester parce que, comme le disait Vance dans son tweet, toutes les données montrent que la guerre en Iran et la hausse du coût de la vie qui en a découlé sont les raisons de la défaite des républicains. Mais ce n'est pas seulement qu'ils ont perdu.

Ça ne se limite pas à ce qui s'est passé en deux mille vingt-quatre, quand sept millions de démocrates ont décidé de ne pas aller voter. On parle de gens qui avaient voté démocrate en deux mille vingt et qui, en deux mille vingt-quatre, sont restés chez eux. Vingt-neuf pour cent d'entre eux, soit le groupe le plus important, se sont abstenus à cause de Gaza. Les républicains, eux, ne sont pas restés chez eux. Ils ont voté démocrate. Ils ont délibérément sanctionné Trump pour ses mensonges sur le fait de rester à l'écart des guerres, ses mensonges sur Epstein, et cetera. C'est un point crucial, parce que ça montre que ce phénomène quasi sectaire, qui, à mon avis, existait bel et bien — sans forcément être aussi fort que certains, à gauche, ont pu le penser —, a réellement changé. Désormais, certains principes comptaient davantage que le simple fait de se ranger derrière Trump ou de lui rester fidèle.

Ça change tout. Les jeunes Américains ne sont pas fidèles à un parti. Ils s'en fichent complètement. Et ils ne sont même pas fidèles à un responsable politique en particulier. Ils sont fidèles à des idéaux et à un programme. C'est vraiment, vraiment le cas chez les jeunes de ce pays. Si, au fil de plusieurs élections, les gens se mettent à sanctionner sans hésiter les responsables politiques qui n'ont pas tenu leurs promesses ou qui les ont trahies, ça va être chaotique pendant un certain temps. Il y aura des candidats complètement fous qui se feront élire. Mais, à la longue, ça obligera les responsables politiques à se tenir à carreau et à comprendre qu'ils seront sanctionnés s'ils mentent, s'ils trahissent leurs électeurs.

Et il ne leur suffit pas de compter sur la loyauté personnelle, la fidélité au parti ou la peur du candidat du camp adverse, comme la gauche et la droite l'ont si souvent fait. Je veux dire, souvenez-vous de ce qu'on répétait sans arrêt à gauche : « Il faut aller voter, sinon Trump devient président. » Pas question d'avoir soi-même un programme, une vision, quoi que ce soit. Il suffit d'avoir peur du candidat d'en face. C'est la même chose que les républicains ont faite dans le Michigan, entre autres. Si les Américains rejettent cette logique lors de plusieurs élections successives, cela obligera les responsables politiques à comprendre qu'ils doivent vraiment tenir leurs promesses et ne pas trahir leurs électeurs. Ça me donne une lueur d'espoir.

#Danny

Oui, moi aussi, surtout quand on sait que des personnalités comme Marco Rubio, dont on a un peu parlé avant l'émission, cherchent à se lancer dans une campagne présidentielle. Et je ne sais pas s'il y a, dans l'establishment politique, un néoconservateur plus perfide que Marco Rubio. Je sais aussi que vous devez impérativement nous quitter à l'heure prévue, mais un dernier commentaire avant de vous laisser partir ?

#Trita Parsi

C'est vraiment un plaisir d'être avec vous, et je reviendrai avec grand plaisir. J'adore cet échange. Pour celles et ceux qui veulent me suivre, vous pouvez consulter le site du Quincy Institute, quincyinst.org, ou me suivre sur Substack, c'est très simple : tritaparsi.substack.com.

#Danny

Oui, et ce sera dans la description de la vidéo ci-dessous après l'émission. Vous pourrez donc tous aller y jeter un œil à ce moment-là. Eh bien, docteur Parsi, merci beaucoup. Je vous recontacterai. Prenez soin de vous.

#Trita Parsi

Merci beaucoup. C'est très gentil. Bonne journée.

#Danny

Bon, tout le monde, on a encore un beau programme devant nous, alors restez avec nous. Nous allons recevoir KJ Ngo dans un instant, dès qu'il sera arrivé en coulisses. Alors restez là, surtout si vous êtes venus pour KJ. Cliquez sur « J'aime ». Abonnez-vous, parce que YouTube nous retire des abonnés. Il nous refait le coup de voir des bots partout, et en gros, le nombre d'abonnés reste bloqué parce qu'il supprime carrément des gens, qu'il s'agisse vraiment de bots ou non. Il y a bel et bien des bots sur YouTube, mais au bout du compte, leurs systèmes de modération par intelligence artificielle sont loin d'être parfaits, croyez-le ou non. Alors tout le monde, cliquez sur « J'aime », puis abonnez-vous si ce n'est pas encore fait. Eh bien, c'était une excellente discussion. En attendant l' arrivée de KJ, je vais vous faire part d'une nouvelle qui mérite d'être signalée.

Je ne crois pas l'avoir mentionné dans mes émissions, mais c'est désormais tout à fait clair : l'USS Theodore Roosevelt est actuellement à quai à Singapour. Ça montre à quel point c'est éprouvant — et nous en avons parlé dans cette émission — pour la marine américaine de mener des opérations contre l'Iran comme elle l'a fait dans la région. Il a donc dû parcourir, vous savez, plus de mille kilomètres en mer. Maintenant, il est à Singapour, et juste après, il mettra le cap sur la zone d' opérations du CENTCOM. Il pourrait repartir à tout moment. Ce qui veut dire qu'il y sera probablement vers la mi-novembre. Certains disent toutefois — et je l'entends beaucoup, sans être

vraiment convaincu — que le commandement central des États-Unis envisage lundi pour une éventuelle reprise des frappes massives contre l'Iran, à cause d'une histoire de nouvelle lune. On se croirait presque dans Twilight, le film, si vous avez déjà vu ces films-là. Mais je sortais avec quelqu' un à l'épo—

#Danny

La théorie de la nouvelle lune, c'est de se dire : « Oh, il va faire très sombre. » Mais je ne crois pas que ce soit à ce moment-là que les États-Unis vont frapper. Je pense qu'ils cherchent délibérément à rester imprévisibles parce que, premièrement, ils ne veulent pas annoncer leurs intentions, même si tout le monde essaie de savoir quand ça va se produire. Et deuxièmement, je continue de penser que les limites de leurs capacités d'action posent des problèmes logistiques, qui entraînent donc des retards. Et je pense qu'ils essaient de tout calibrer au mieux, parce que je crois vraiment, d'après tout ce qu'on a entendu et tout ce qu'on peut observer, que leur plan, c'est de mener des frappes sur une période d'environ trois jours. Ces frappes sont censées infliger des dégâts considérables à l' Iran, vous voyez, mais pas au point de provoquer une riposte massive de sa part.

Et je pense qu'en fait, ce qu'on n'entend pas — et je peux vous garantir que c'est ce qui se passe —, c'est qu'ils essaient de faire passer le message, par l'intermédiaire des médiateurs, qu'ils aimeraient que cette frappe soit plutôt symbolique. Peut-être que l'Iran se montre simplement conciliant avec les médiateurs pour le moment. On sait déjà que les États-Unis ont contacté les médiateurs, ou essayé d'appeler directement l'Iran, pour demander à pouvoir frapper Pickaxe Mountain sans qu'il y ait de représailles. Ils voudraient surtout montrer que les États-Unis ont toujours la capacité de projeter leur puissance militaire. Ensuite, ils s'arrêteraient pendant une période prolongée pour que des négociations puissent réellement avoir lieu.

Et bon sang, peut-être même qu'ils rendent l'offre encore plus alléchante en disant : « Écoutez, si vous nous laissez faire ça, peut-être qu'on négociera vraiment sérieusement. » Bien sûr, tout ça relève de ce qu'on appelle des spéculations. Ce qu'on peut vraiment en déduire, c'est qu'on a affaire à un empire aux abois. Alors, on ne peut exclure aucune hypothèse. Et il faut bien comprendre que beaucoup de choses se préparent sans qu'on le sache, et qu'on ne les découvrira pas avant un certain temps. Nous retrouvons maintenant KJ Noh. Il est auteur, journaliste et militant, mais aussi commentateur et analyste géopolitique. KJ, ça fait vraiment plaisir de vous voir. Comment allez-vous ? Ça fait plaisir de vous voir, Danny. Oui, oui. Ça faisait trop longtemps. Bon, KJ, vous savez, on a déjà parlé de l'Iran. Je vous laisse réagir comme vous le souhaitez à la situation actuelle.

Mais je voulais aussi aborder un sujet dont pratiquement personne ne parle : Joshua Wong et son rôle dans la guerre contre la Chine. Certains se souviennent peut-être de lui, vers deux mille dix-neuf, quand les États-Unis soutenaient à Hong Kong de grandes manifestations de type « révolution de couleur » pour déstabiliser la Chine, ou du moins dans le cadre de cette stratégie. Joshua Wong y a joué un rôle important. Et aujourd'hui, il a été reconnu coupable de collusion avec des puissances étrangères et condamné à dix ans de prison en vertu de la loi sur la sécurité nationale de Hong

Kong. Qu'en pensez-vous, dans un contexte où ce modèle de guerre semble s'être répandu, tout en devenant, ces derniers temps, plus difficile à mettre en œuvre pour les États-Unis ? Ce qui nous a conduits, je pense, à des actions militaires directes plus intenses, comme contre l'Iran. Alors, quel regard portez-vous là-dessus, et quelle en est la portée ?

#KJ Noh

Eh bien, Danny, je pense que c'est un peu des deux. Là où les États-Unis peuvent s'en tirer avec une révolution de couleur, ils le font. Et on peut en parler davantage. On voit clairement des révolutions de couleur se produire ailleurs. Et là où ce n'est pas possible, ils emploient la force militaire. Mais il faut toujours garder à l'esprit que ces deux méthodes vont de pair. C'est une forme de guerre hybride. Les États-Unis passent de l'une à l'autre de ces deux tactiques. Parfois, ils les combinent. Mais dans le cas de Joshua Wong, c'est probablement l'exemple type de l'idiot utile qui a eu, vous savez, le retour de bâton qu'il méritait. En gros, il sera, vous savez, un homme d'âge mûr quand il sortira de prison. Mais à partir de deux mille quatorze — et je dirais même à partir de deux mille dix —, les puissances occidentales l'ont préparé et propulsé à un poste de meneur dans une série de révolutions de couleur que les États-Unis tentaient de provoquer à Hong Kong. Et si vous voulez, je peux remonter un peu plus loin dans l'histoire de Hong Kong.

#Danny

Oui, bien sûr, allez-y, parce que je pense que tout ça est pertinent. Souvent, on examine ces questions, qu'il s'agisse de l'Iran, du Moyen-Orient ou d'ailleurs, sans vraiment en tirer de leçons ni faire de liens entre elles. Et je pense que l'histoire de Hong Kong illustre très bien la façon dont fonctionne la puissance hégémonique, et plus généralement l'hégémonie occidentale. Quel est votre point de vue ? Aidez-nous à comprendre comment on en est arrivés là.

#KJ Noh

Oui. Enfin, je veux dire, c'est une longue histoire. Ça remonte à plus de cent cinquante ans. Mais, pour l'essentiel, les puissances occidentales, principalement le Royaume-Uni, ont commencé à utiliser Hong Kong comme base pour le trafic de drogue. Pourquoi ont-elles fait ça ? Au départ, elles se sont mises à faire du trafic d'opium. Les Chinois avaient interdit ce trafic. Les Britanniques ont rejeté tous les arguments et toutes les supplications des Chinois, qui leur disaient : « Vous savez, c' est mauvais pour notre société. Les produits que nous vous vendons sont bons pour la vôtre : la porcelaine, le thé et la soie. Et ce que vous introduisez dans notre pays est extrêmement nocif. Pourriez-vous arrêter, s'il vous plaît ? » Et les Britanniques ont refusé. Alors les Chinois ont confisqué l'opium britannique et l'ont brûlé.

Et puis les Britanniques ont pris ça comme prétexte pour lancer une guerre contre la Chine, ce qu'on appelle aujourd'hui les guerres de l'opium. Et à la suite de sa défaite dans les guerres de l'opium, la Chine a dû céder Hong Kong aux Britanniques. Hong Kong est alors devenue, en gros, un port de

commerce, ou plus exactement, une plaque tournante du trafic d'opium vers la Chine. Et puis, pendant cent cinquante-six ans, les Britanniques ont contrôlé Hong Kong comme un avant-poste colonial, comme un État colonial d'apartheid, vous savez, où ils régnaient en empereurs et en maîtres coloniaux, et où les Chinois de Hong Kong étaient, à leurs yeux, ni plus ni moins que des chiens. D'ailleurs, vous savez, il y a cette scène célèbre dans un film de Bruce Lee, où il fait tomber d' un coup de pied un panneau sur lequel est écrit : « Parc interdit aux Chinois et aux chiens. »

Voilà donc comment les Britanniques les traitaient. En gros, c'était un avant-poste colonial. C'était une plaque tournante du trafic de drogue. Ça a énormément enrichi les Britanniques. Et ce trafic d' opium a aussi permis l'essor de la grande oligarchie américaine de l'opium, sur la côte Est : les Roosevelt, les Perkins, et cetera. Columbia, Princeton, vous savez, toutes ces universités de l'Ivy League ont été fondées ou se sont développées grâce à l'argent de l'opium. Mais enfin, les Britanniques avaient fait de Hong Kong une colonie permanente, puis ils s'étaient étendus à ce qu'on appelle les Nouveaux Territoires, c'est-à-dire la partie de la péninsule qui se prolonge en territoire chinois. Et ils avaient loué ce territoire pour quatre-vingt-dix-neuf ans. Ce bail devait expirer en mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit.

#KJ Noh

Et les Britanniques ont compris que s'ils perdaient les Nouveaux Territoires, l'île de Hong Kong et le tout petit bout de Kowloon ne pourraient pratiquement pas subvenir à leurs propres besoins. Ils ont donc entamé des négociations avec les Chinois en leur demandant : « Est-ce que vous pouvez prolonger le bail des Nouveaux Territoires ? » Et Deng Xiaoping a, en gros, dit aux Britanniques — ou, plus précisément, à Margaret Thatcher — d'aller se faire foutre. Il a même littéralement craché dans un crachoir lorsque Margaret Thatcher a proposé de maintenir le contrôle britannique sur Hong Kong. À l'époque, les Britanniques ne voulaient vraiment pas renoncer à Hong Kong. C'était une sorte de paradis néolibéral.

C'était leur terrain de jeu colonial. Les Britanniques allaient et venaient, faisaient tout ce qu'ils voulaient, et les Chinois étaient traités comme des chiens. Par exemple, dans les années mille neuf cent soixante, quand ils manifestaient, les Britanniques les abattaient dans les rues. Plus de trente manifestants chinois ont été abattus. Alors les Britanniques, qui ne voulaient renoncer ni à ce terrain de jeu colonial ni à ce no man's land néolibéral, ont sérieusement envisagé de garder Hong Kong par la force. Rappelez-vous : en mille neuf cent quatre-vingt-deux, les Britanniques ont combattu les Argentins et ont conservé les îles Malouines comme colonie. Et au départ, Margaret Thatcher avait parlé à ses amiraux en leur disant : « Bon, est-ce qu'on pourrait refaire le coup des Malouines ici ? »

Et ses amiraux lui ont dit sans détour : « Hong Kong, ce n'est pas les îles Malouines. Mais surtout, la Chine, ce n'est pas l'Argentine. » Plus précisément, les îles Malouines se trouvent à environ cinq cents kilomètres de l'Argentine. La guerre des Malouines a donc été, en fait, une bataille navale et aérienne. Mais l'île de Hong Kong, au point le plus proche de Kowloon, sur la partie continentale de la Chine, n'en est séparée que d'environ trois cents mètres. Même un mauvais nageur pourrait faire

la traversée sur le dos. C'est vous dire à quel point c'est proche. Ce serait essentiellement une guerre terrestre. Et ils ont dit à Margaret Thatcher : « Vous savez, nous ne pouvons pas nous battre et tenir Hong Kong. Ce serait du suicide. » Et en réalité, les Chinois n'auraient même pas eu besoin de se battre.

Il leur suffisait de couper l'eau et l'électricité, qui provenaient entièrement du territoire chinois. Thatcher a donc finalement été contrainte de négocier sur Hong Kong. Deng Xiaoping a accepté, vous savez, de très bonne grâce, ce qu'on a appelé « un pays, deux systèmes ». Autrement dit, Hong Kong serait réunifié avec la Chine, puisque Hong Kong a toujours fait partie de la Chine. Et pendant cinquante ans, on y maintiendrait le système de gouvernance britannique. C'est ça, les « deux systèmes » : les structures britanniques resteraient largement intactes, y compris le système judiciaire britannique. Et jusqu'à très récemment, des juges britanniques siégeaient encore dans les tribunaux de Hong Kong. Voilà.

Voilà donc ce qui avait été convenu, et Hong Kong a été rétrocédé en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept. Et à partir de là, il y a eu une sorte de succession ininterrompue de tentatives de subversion et de révolution de couleur. Ces tentatives ont atteint leur point culminant en deux mille quatorze, lorsque le Conseil législatif de Hong Kong, le LegCo, a tenté d'instaurer le suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif. Et les partisans de la révolution de couleur s'y sont opposés de toutes leurs forces. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que pendant cent cinquante-six ans, Hong Kong n'a connu aucune démocratie. C'était un État colonial fondé sur l'apartheid. À Hong Kong, on ne pouvait même pas élire un employé de la fourrière, puisqu'il n'y avait pas d'élections.

L'empereur de Hong Kong, le gouverneur, était nommé par la reine de Grande-Bretagne. Alors, quand ces gens affirmaient, comme le faisaient les manifestants à l'époque : « Nous voulons la démocratie britannique », ou quelque chose du genre, on sait que c'est une révolution de couleur, tant ceux qui tiennent ce discours sont ignorants et endoctrinés. Mais bref, à partir de deux mille quatorze, il y a eu ce qu'on appelle la révolution des parapluies, et ils ont occupé un secteur stratégique de Hong Kong. C'est un peu le Wall Street de Hong Kong, qu'on appelle Central, la Central Plaza. Ils ont tenu les lieux. Et ensuite, vous savez, ils ont mené toutes sortes d'actions, de manœuvres et de manifestations qui ont fini par s'essouffler.

Et puis, tout s'est ravivé en deux mille dix-neuf, quand le LegCo a tenté de faire adopter une loi sur l' extradition. Alors, pourquoi cette loi sur l'extradition a-t-elle été proposée ? Un habitant de Hong Kong avait emmené sa petite amie à Taïwan. Et là-bas, il l'a tuée, l'a découpée en morceaux, lui a volé ses cartes bancaires, a fait une frénésie d'achats, puis est rentré à Hong Kong. Et on ne pouvait rien faire contre lui, parce que la police de Hong Kong n'était pas compétente, le crime ayant été commis sur l'île de Taïwan. La mère de la victime, accablée par le chagrin, a donc demandé au pouvoir législatif d'adopter une loi autorisant l'extradition.

Et avant ça, Hong Kong n'avait pratiquement aucune loi sur l'extradition. C'était un peu, comme je l' ai dit, une sorte de no man's land pour les espions, les types qui partent à l'étranger chercher une

compagne, les gens d'affaires, et cetera. C'était une sorte de no man's land. Ils ont donc adopté un texte de loi très, très soigneusement structuré et rédigé, qui permettrait l'extradition de criminels pour des infractions non politiques — pas des crimes politiques, mais des actes purement criminels — avec toutes les garanties habituelles. C'est-à-dire la double incrimination : les faits doivent constituer une infraction dans les deux juridictions, et cetera, et cetera. Les dirigeants de la révolution de couleur en ont fait un prétexte pour réclamer le renversement du gouvernement de Hong Kong.

Et pendant plus d'un an, ils ont fait régner la terreur. C'est-à-dire que non seulement ils ont, vous savez, pris en otage les espaces publics, mais ils ont pratiquement détruit la ville. Ils ont pénétré de force dans le bâtiment du Parlement. Ils l'ont saccagé. Ils ont tué des gens à coups de briques parce qu'ils avaient osé tenter de dégager les barrages routiers. Ils ont mis le feu à un homme parce qu'il leur avait reproché, vous savez, de prendre la ville en otage. Bien sûr, ils ont détruit des magasins. Ils ont incendié des magasins. Tous ceux qui ne les soutenaient pas, ils allaient divulguer leurs informations personnelles, les brûler, détruire leurs magasins, leur asperger le visage de peinture en bombe et les rouer de coups dans la rue.

À un moment donné, ils ont ligoté un journaliste chinois, les mains et les pieds attachés ensemble derrière le dos, et l'ont passé à tabac pendant des heures. Et chaque fois qu'il perdait connaissance sous les coups, ils lui versaient de l'eau dessus pour le ranimer, puis recommençaient à le frapper. Et ils ont diffusé ça à la télévision. C'était un véritable règne de terreur. Ils ont littéralement terrorisé toute la ville, tous ses habitants. Et bien sûr, on a aussi vu la brigade Azov. Les nazis ukrainiens sont allés là-bas pour leur apporter leur soutien. Au début de cette révolution de couleur, ils projetaient « Ukraine on Fire », ce film plutôt pro-Maïdan. Et tous disaient : « On veut être comme l'Ukraine », ce qui, ironiquement, s'avère être une chose incroyablement stupide à dire. Mais bon, pendant toute cette période, à partir de deux mille neuf environ, rappelez-vous, Joshua Wong était le visage du mouvement des parapluies à ses débuts.

Comme il était jeune et qu'il avait, vous voyez, un air innocent et qu'il était manifestement très crédule, ils l'ont mis en avant. Il a fait deux fois la couverture de Time. Il a été choisi parmi les cent grands penseurs mondiaux, et je mets « penseur » entre de gros guillemets, parce que, de toute évidence, il ne réfléchissait pas du tout. Mais en deux mille neuf, il a de nouveau joué une sorte de rôle de chauffeur de salle pour cette brutale révolution de couleur. Et non seulement il a fait ça, mais il s'est même rendu au Congrès, au Congrès américain, pour réclamer des sanctions contre la Chine. Et donc, plus tard, quand les émeutiers de Hong Kong ont finalement été dispersés et que le mouvement s'est essoufflé, il a tenté d'obtenir l'asile aux États-Unis. Il a même essayé d'entrer dans le consulat américain pour demander l'asile, mais sa demande a été refusée.

Voilà pourquoi je dis que c'est une leçon pour tous les idiots utiles : on se servira de vous, puis on vous jettera. Bref, à la suite de ça, il a d'abord été inculpé à Hong Kong pour rassemblement illégal. Puis, il a été inculpé de subversion, ce qui lui a valu une condamnation à quatre ans de prison. Et plus tard, un autre chef d'accusation s'est ajouté : la collusion avec des forces étrangères. Ça

renvoie au fait qu'il s'est rendu au Congrès et qu'il a littéralement fait pression sur ses membres pour qu'ils imposent des sanctions à la Chine. Enfin, ce serait un délit dans n'importe quelle juridiction, n' importe où dans le monde. Bref, il est en prison pour très, très longtemps. Il aura, je crois, quarante ans à sa sortie. Mais, bien sûr, les États-Unis et la grande presse de propagande occidentale disent, vous savez, qu'une fois de plus, c'est un exemple de violation des droits humains.

Ce n'est pas le cas. Quiconque ferait cela, dans n'importe quel pays — en particulier, aller devant un parlement étranger pour lui demander d'imposer des sanctions à son propre pays — commettrait une infraction pénale, quelle que soit la juridiction, dans n'importe quel pays du monde. Tout cela montre donc, d'abord, que les États-Unis préparent les meneurs de leurs révolutions de couleur dès leur plus jeune âge. Ils exploiteront le moindre épisode dramatique de leur vie, même après leur emprisonnement ou leur mise hors jeu. Et cela montre à quel point l'hostilité de l'Occident, des États-Unis et du Royaume-Uni envers la Chine reste implacable. Ils exploiteront tout ce qu'ils peuvent pour tenter de délégitimer la Chine et le gouvernement chinois.

#Danny

Oui, c'est très complet, KJ, et vraiment important pour beaucoup de gens qui sont venus sur cette chaîne pour suivre la guerre en Iran. Vous savez, quand on regarde ce qui s'est passé en Iran avant les frappes du vingt-huit février, pendant ces trois mois environ où il y avait de prétendues manifestations — c'est comme ça que certains les appelaient, mais c'étaient en réalité des émeutes —, je retrouvais beaucoup de thèmes similaires. Cela dit, pour être tout à fait honnête, c'était bien plus violent, vu ce que ces forces faisaient sur place, en Iran, pendant cette période qui couvrait, c' était quand déjà ? En gros, novembre, décembre et janvier.

Décembre deux mille vingt-cinq et janvier deux mille vingt-six, c'était le point culminant. Donc ce modèle, KJ, même s'il joue un rôle extrêmement important dans la guerre hybride contre la Chine, semble aussi s'inscrire dans la guerre hybride en général, menée par ce qu'on appelle, je suppose, l' Occident collectif, quand on regarde l'histoire sur le long terme, mais avec désormais les États-Unis à sa tête. Joshua Wong… Les gens ne s'en souviennent peut-être pas, mais je crois que c'était en deux mille dix-neuf : il s'est rendu au Congrès. Il a eu une discussion très cordiale avec Nancy Pelosi et Marco Rubio, et il a eu droit à de nombreuses séances photo. Ils l'ont accueilli dans les hémicycles, ils ont célébré les manifestations pour la démocratie à Hong Kong, et cetera. Donc je vois beaucoup de parallèles ici, mais vous, qu'en pensez-vous ?

#KJ Noh

Oui, vous avez tout à fait raison. Je veux dire, c'est une véritable leçon, non seulement sur la manière d'éviter de se faire instrumentaliser, mais aussi sur le fonctionnement des révolutions de couleur. Quand on les regarde, on voit un schéma très, très clair. Mais avant d'aller plus loin, je tiens à préciser que les révolutions de couleur peuvent être déroutantes, parce qu'elles sont conçues pour semer la confusion et mystifier les gens. Vous savez, elles sont orchestrées pour paraître

spontanées, naturelles, issues de la population locale et souveraines. Et même les personnes qui y participent directement peuvent avoir de très bonnes intentions, sans forcément se rendre compte que d'autres tirent les ficelles. Elles peuvent donc être sincères et bien intentionnées, mais ceux qui agissent en coulisses ne le sont certainement pas.

Il faut donc savoir reconnaître certains schémas, et parfois, prendre un peu de recul pour voir ce qui se passe réellement. Mais il y a quelques signes révélateurs à repérer pour déterminer si l'on a affaire ou non à une révolution de couleur. La première chose à examiner, c'est le moment où les manifestations commencent. On regarde l'incident déclencheur et on se demande : les revendications sont-elles liées à cet incident, ou sont-elles sans rapport, ou complètement disproportionnées ? Et puis, est-ce qu'il y a une surenchère constante dans les revendications ? Et ce qu'on a vu, par exemple, à Hong Kong, c'était justement cette surenchère permanente. Les revendications étaient toutes complètement disproportionnées par rapport à la loi sur l'extradition.

Le projet de loi sur l'extradition a bel et bien été retiré, et ils ont continué à multiplier leurs exigences. Ce projet de loi, ce n'était pas ce qui les préoccupait. C'était une révolution de couleur qui cherchait juste un prétexte. Et on a vu la même chose au début des manifestations de la révolution des parapluies. Au départ, par exemple, Joshua Wong s'opposait au train à grande vitesse. Une ligne à grande vitesse devait relier Canton à Hong Kong, et il s'est mobilisé contre, vous voyez. Vous savez, c'est ce train à grande vitesse que tout le monde veut et apprécie, mais lui a commencé par s' y opposer. Bien sûr, ça n'a pas suscité d'adhésion.

Et puis, ils passent comme ça d'une cause à l'autre. C'est donc un programme politique qui se cherche un prétexte. Et c'est ce qu'on observe généralement dans les révolutions de couleur. On voit l'incident déclencheur, puis on constate que les revendications sont disproportionnées. Et ensuite, même quand on répond à ces revendications, ils continuent dans la surenchère. Souvent, leurs exigences deviennent vraiment maximalistes. Et puis, très souvent, en parallèle, on assiste à une escalade massive des troubles à l'ordre public, avec parfois du sabotage, de l'insurrection et de la violence. Clairement, comme on l'a vu à Hong Kong, une violence terroriste à grande échelle.

Mais c'est, vous savez, l'élément clé du mode opératoire des révolutions de couleur : on cherche à provoquer ces troubles civils parce qu'ils envoient deux messages. Le premier, c'est que la situation est hors de contrôle. Donc, si un gouvernement ne peut pas assurer le minimum, c'est-à-dire le maintien de l'ordre dans la société, alors il n'a aucune raison d'être au pouvoir. Voilà le message. C' est un message qui vise à le délégitimer. Et d'un autre côté, si le gouvernement réagit avec fermeté ou de manière excessive, comme les médias occidentaux le présenteront toujours, alors cette réaction excessive sert de motif à de nouvelles manifestations. Et elle sert aussi à remettre en cause l'autorité morale et la légitimité de l'organisation.

Et ce qu'on peut aussi remarquer, c'est que lorsque les gouvernements occidentaux font preuve d' une violence extrême — pensez, par exemple, au mouvement des Gilets jaunes, où, je crois, onze personnes ont été tuées et où, vous savez, des dizaines de personnes ont perdu la vue —, les

grands médias ne présentent jamais cela comme remettant en cause leur légitimité. Les gouvernements d'Europe occidentale qui matraquent les gens et leur fracassent le crâne, c'est la routine. En revanche, s'il s'agit d'un pays visé par une révolution de couleur, alors la moindre réaction, même un éternuement de son gouvernement, est considérée comme une réaction autoritaire disproportionnée. Et, encore une fois, on l'a vu à Hong Kong. Mais le but, c'est de créer une crise de légitimité.

Et puis, le troisième point, qui devrait être le plus évident, mais que les gens oublient parfois, c'est : y a-t-il une ingérence ou un soutien de l'étranger ? Dans le cas de Hong Kong, c'était clairement omniprésent. Il ne s'agissait pas simplement d'un soutien médiatique : le gouvernement américain a apporté un soutien massif, vraiment massif. Ils ont même adopté une loi pour soutenir les manifestations et menacer la Chine. Alors, y a-t-il un soutien de gouvernements étrangers ? Un soutien d'ONG ? Des financements d'ONG occidentales — les suspects habituels : la NED, l'USAID, Soros, Ford, la fondation Atlantis — ou de gouvernements d'Europe occidentale ? Dès qu'on constate l'existence de ces financements, c'est une preuve incontestable qu'il s'agit très probablement d'une révolution de couleur.

Et tous ceux qui ignorent ça ou tentent de le balayer d'un revers de main, je pense qu'il faut les considérer avec une extrême méfiance, parce qu'au fond, ils dissimulent ce qui constitue la preuve irréfutable. Et puis, dernière chose à relever : ces mouvements prétendent souvent ne pas avoir de dirigeants. C'est donc un signal très, très fort. Danny, toi et moi, on a beaucoup milité et travaillé au sein de mouvements. Et toi comme moi, on sait qu'un mouvement sans dirigeants, ça n'existe pas, en tout cas pas un mouvement capable de prendre le pouvoir. Mais quand ils prétendent être un mouvement sans dirigeants, ça leur permet de cacher les véritables dirigeants. Et ces véritables dirigeants se trouvent à Washington ou en Virginie. Ça leur évite aussi qu'on examine d'un œil critique leur parcours et leurs objectifs.

Et puis, le dernier point, vous savez, et c'est important aussi, c'est que ça donne aux manifestants le sentiment d'avoir le pouvoir d'agir. Ça leur fait croire qu'ils décident eux-mêmes de leurs objectifs. Vous savez, un peu comme votre chien qui croit que c'est lui qui conduit alors que c'est vous qui êtes au volant. Par exemple, lors de la première révolution de couleur, en Yougoslavie, Otpor affirmait ne pas avoir de dirigeants. Mais bien sûr, on sait que les dirigeants étaient à Washington. C' est donc un autre indice très, très fort : quand ils affirment ne pas avoir de dirigeants, c'est généralement le signe d'une révolution de couleur. Et puis, une toute dernière chose, vous savez : qui en fait l'éloge ou s'en félicite ?

Vous savez, si Amy Goodman en fait l'éloge, si Slavoj Žižek, le clown de l'impérialisme, en fait l' éloge, ce sont des indices assez révélateurs. Et bien sûr, si le chœur des grands médias, vous savez, se joint au concert, c'est un indice assez révélateur d'une révolution de couleur. Mais on peut remarquer le manque de recul sur soi, vous savez, le discours creux, parce que tout ça, c'est une stratégie de marque bien ficelée. C'est tout simplement un manque de recul sur soi et, au fond, on vous vend un produit. Alors, par exemple — et là, je vais m'aventurer sur un terrain où je ne devrais

pas, mais je pense que c'est important pour nous —, la récente victoire électorale de la liste étudiante en Serbie présente des signes très, très nets d'une révolution de couleur. Alors, encore une fois, permettez-moi de revenir sur certains des schémas que vous devriez repérer, vous savez. Ils se présentent comme un mouvement sans chef.

Comme on l'a dit, c'est n'importe quoi. Et un mouvement sans dirigeants, ça n'existe pas, du moins pas un mouvement efficace, on est d'accord ? On peut avoir une organisation plus ou moins horizontale, mais il faut de la coordination, une répartition des tâches, et cetera. Tout ça est nécessaire. Voilà donc le premier indice. Le deuxième indice, c'est l'ingérence étrangère. Et Brian Berletic a fait un travail de fourmi pour retracer les flux financiers. Suivez l'argent. Il a montré qu'ils avaient reçu des financements à n'en plus finir. Les médias, les ONG et l'organisation : tous ont reçu des financements à n'en plus finir. Et je dirais que quiconque veut balayer les recherches vraiment, vraiment minutieuses de Brian sur ce sujet cherche, vous savez, à vous embobiner.

Donc, c'est un autre signal fort. Mais dans les ingérences étrangères, vous verrez des financements, vous verrez des tirs de barrage, c'est-à-dire des attaques contre l'opposition. Vous verrez de l' encensement. Vous verrez des mensonges à la pelle. Et puis, vous verrez beaucoup de fétichisation, du genre : « Oh, vous savez, ces nouvelles assemblées étudiantes extraordinaires ! » Comme si ça n' avait jamais été tenté, comme si les assemblées étudiantes étaient une nouveauté dans les Balkans. On en a déjà vu partout. Vous savez, je suis sûr que vous et moi avons tous les deux participé à des assemblées étudiantes. Et, encore une fois, les assemblées étudiantes ne font pas tomber un gouvernement, à moins que d'autres forces soient impliquées. Donc, oui. Encore une fois, regardez les financements. Brian Berletic : allez sur sa chaîne, regardez son travail.

Je pense qu'il a démontré, au-delà de tout doute raisonnable, que la Liste étudiante avait reçu des millions de la part du gouvernement américain et des autres suspects habituels. Et il faut bien comprendre une chose : dans la subversion géopolitique transnationale, rien n'est gratuit. Ceux qui paient fixent les priorités. Ils exigeront leur dû. Et ceux qui disent : « Oh, on a accepté de l'argent de tout le monde. On fixe nous-mêmes nos priorités. On s'autofinance », font preuve soit de naïveté, soit de malhonnêteté. En tout cas, cela montre qu'ils manquent de lucidité sur eux-mêmes. Donc, en suivant la piste de l'argent, on sait quels intérêts le mouvement sert. C'est une révolution de couleur financée et alimentée par les États-Unis, pour autant que je puisse en juger, comme Brian l'a d' ailleurs souligné.

Et puis, vous savez, le dernier point, comme je l'ai dit, c'est qu'il faut examiner l'élément déclencheur et le passage d'une cause à une autre. Parce qu'en général, il y a un élément déclencheur, puis des revendications complètement irréalistes. Et parfois, on passe en quelque sorte d'une cause à une autre. Donc, la plupart des gens affirment que les manifestations ont commencé avec l'effondrement de la marquise de la gare de Novi Sad. Seize personnes sont mortes. C'était vraiment une tragédie. Mais en réalité, ça avait commencé plus tôt. Ça a commencé par une fusillade de masse dans une école. Et les fusillades dans les écoles, c'est terrible. C'est tragique. Il y en a tout le temps aux États-Unis. Mais aux États-Unis, quand une fusillade se produit dans une école, on n'entend généralement

pas réclamer la chute du gouvernement, parce qu'il est difficile d'en attribuer directement la responsabilité à un gouvernement. Aucun gouvernement sain d'esprit n'encourage ni n'utilise les fusillades dans les écoles.

Mais enfin, il se faisait crucifier à cause de la fusillade dans l'école. Et ce qu'ils ont fait était en réalité un modèle pour prévenir les fusillades dans les écoles. Ils ont mis en place toutes sortes de mesures, toutes sortes de garde-fous, vous savez, des efforts considérables pour empêcher la circulation des armes, et cetera. Une sorte de législation modèle a donc été mise en place pour éviter de nouvelles fusillades dans les écoles. Et il n'y en a plus jamais eu depuis. Mais au départ, ils l'ont accusé d'être responsable de cette fusillade. Il ne l'était pas, parce que, comme je l'ai dit, ce genre de choses ne relève pas d'une politique. Mais le gouvernement de l'époque a agi de manière responsable et a mis en place une législation modèle.

Et une autre chose qu'il a faite, c'est de rendre publiques des informations sur le tireur. Et il s'est fait crucifier pour ça. Le tireur était mineur, il avait treize ans. Alors, s'il n'avait pas divulgué ces informations, bien sûr, on l'aurait accusé de dissimulation. Mais comme il les a divulguées, il a été inculpé pour divulgation d'informations confidentielles. Vous voyez donc que, quoi qu'il fasse, il ne pouvait pas s'en sortir, et la situation n'a cessé de s'envenimer. Et puis il y a eu Novi Sad. Et là, on a vu se mettre en place le scénario classique d'une révolution de couleur : vous savez, des troubles massifs dans la vie publique, des rues bloquées, des menaces à grande échelle, de la violence, des médias qui font mousser le mouvement, et aussi des revendications toujours plus poussées. Pour autant qu'on puisse en juger, l'auvent de la gare de Novi Sad s'est effondré parce qu'il était vieux.

Alors, on ne sait pas à quel point les inspections ont été approfondies, mais les responsables ont été licenciés et sanctionnés, et le ministre de la Construction a démissionné. Mais comme je l'ai dit, l' élément déclencheur n'est qu'un prétexte. Et donc, ils n'ont jamais accepté ça. Ils ont dit : « Rendez tous les documents publics. » Vucic a publié absolument tous les documents et les a mis en ligne. Tout le monde pouvait les consulter, mais ils ne voulaient tout simplement pas lâcher l'affaire. Et ils n' ont cessé d'exiger sa démission. Donc, vous voyez, c'est l'un des premiers schémas à repérer : quand on passe d'une cause à l'autre, on cherche un prétexte, on le déforme et on l'exploite à fond, puis on passe au suivant, tout en allant toujours plus loin dans les revendications.

Les revendications ont donc fini par se transformer en une demande de faire tomber une tête. Lui, il ne savait pas ce qui se passait avec cette marquise en béton, mais c'est comme ça que les choses ont dégénéré. Et, bien sûr, si l'on prend un peu de recul — et je pense que c'est vraiment important —, la Serbie est un pays qui souffre depuis très longtemps, et sa population a énormément souffert, de manière extraordinaire. Et elle souffre depuis l'éclatement de la Yougoslavie. En gros, la Yougoslavie a fait de la résistance après la chute de l'Union soviétique, quand tous les pays d'Europe de l'Est sont devenus, vous savez, des pays occidentaux, libéraux et capitalistes. La Yougoslavie a résisté, elle a essayé de rester un pays socialiste. Et c'est pour ça qu'elle a été démantelée.

C’est littéralement de là que vient le mot « balkanisé », vous savez. Et donc, le pays a été morcelé. Il a été morcelé selon des lignes ethniques. Plus précisément, on a découpé une enclave appelée le Kosovo. Et puis, la Serbie a été bombardée pendant soixante-dix-huit jours sous un prétexte, essentiellement parce qu’ils voulaient détruire le gouvernement et renverser Milosevic, qui essayait encore de préserver une certaine idée de la Serbie comme, vous savez, un État socialiste multiethnique. Tout ça, c’est une simplification excessive. C’est beaucoup, beaucoup plus complexe, mais nous savons que la Serbie était dans le collimateur de l’OTAN dès le départ. Et puis, ils ont eu une révolution de couleur, vous savez, menée par l’intermédiaire d’Otpor. Et c’était censé tenir toutes les promesses.

C’est-à-dire l’intégration à l’OTAN, l’intégration à l’Union européenne, l’austérité et les réformes néolibérales, ainsi que la reconnaissance du Kosovo comme État autonome. Tout ça n’a pas vraiment fonctionné. Et Vučić a repris le pouvoir. Il faisait contrepoids à l’Europe, à l’Union européenne, tout en maintenant de bonnes relations avec la Russie et, surtout, avec la Chine. En fait, il faisait entrer les nouvelles routes de la soie en Serbie. Et c’est là que les couteaux sont sortis. C’est là que le projet de révolution de couleur a commencé. On voyait bien que c’était une révolution qui cherchait un prétexte. Et ils ont réussi. Mais moi, j’appelle ça la révolution du pain sucré. Je ne sais pas… Vous avez déjà mangé du pain sucré, Danny ?

#Danny

Ouais, ouais, ouais.

#KJ Noh

D’accord. Donc, on sait que le ris de veau, ce n’est pas sucré, pas vrai ?

#Danny

Ouais.

#KJ Noh

Et ce n'est pas du pain, n'est-ce pas ? Et il y a des choses que, si vous saviez à quoi vous avez affaire, vous y réfléchiriez à deux fois. Ce sont essentiellement les glandes qui sécrètent des substances chez la vache. Voilà ce que c'est. Mais enfin, la liste étudiante ne compte aucun étudiant. Il n'y a pas d'étudiants sur la liste étudiante. C'est essentiellement une sorte de façade, une boîte noire. Et c'est comme le « sweetbread », le ris de veau. Ce n'est ni sucré ni du pain. La liste étudiante, ce ne sont pas des étudiants. Et, au fond, ils vont probablement mettre en œuvre le programme occidental des États-Unis et de l'Union européenne que Vučić avait réussi, pendant quinze ans, à retarder, à contrebalancer, ou en jouant les uns contre les autres, et cetera. Au fond,

c'est un lynchage de Vučić. Et je crains… et je le dis en toute sincérité, parce que, encore une fois, les Serbes sont un peuple qui a longtemps souffert.

Mais pour moi, c'est vraiment, vous savez, une mauvaise tournure que prennent les événements. Il faudra attendre quelques mois pour connaître la composition réelle du gouvernement et savoir qui sera proposé comme candidat. Mais je suis très, très inquiet. Tout ça pour dire que cela correspond à un schéma assez classique de révolution de couleur : l'élément déclencheur, le financement, la promotion depuis l'étranger, la violence, l'absence de dirigeants, vous savez, les soutiens. Tous ces éléments indiquent très, très clairement qu'il s'agit d'une opération occidentale. Et bien sûr, certains brouillent les pistes. Vous savez, ils disent des choses comme : « Oui, enfin, vous savez, Vučić envoyait des armes à l'Ukraine. » Ce n'est pas vrai. Il vendait des armes à d'autres pays, et ces pays les ont peut-être fait passer en Ukraine.

Mais il n'y a pas de transfert direct d'armes à l'Ukraine, vous savez. Pourquoi ? Parce que Vučić tenait à ses relations avec la Russie. Comme je l'ai dit, il cherchait un équilibre dans ses relations avec la Russie et la Chine, tout en essayant de tenir l'Union européenne à distance. Bref, tout ça pour dire que la situation est complexe. Mais je pense qu'il est important de porter un regard vraiment critique et de savoir repérer les schémas récurrents pour reconnaître les révolutions de couleur, parce que ce n'est pas la première et ce ne sera pas la dernière. Et il faut aussi comprendre cette escalade permanente vers la guerre hybride, ainsi que l'hostilité constante des États-Unis et de l'Union européenne envers tout pays qui résiste à leur hégémonie et refuse de se soumettre totalement et entièrement à leur programme.

#Danny

Oui, tout à fait. Et, tu sais, KJ, alors qu'on arrive à la fin de cet entretien, je trouve qu'un aspect vraiment intéressant des révolutions de couleur, c'est que tu as cité tous ces facteurs qui permettent de les identifier. On peut donc réellement faire la distinction entre une contestation populaire ou un mouvement social légitime, et cetera, et un instrument de changement de régime, de guerre hybride menée par les États-Unis. Une chose que j'ai toujours remarquée — tu as pris l'exemple précis de Joshua Wong et de la ligne à grande vitesse —, c'est qu'il y a presque toujours deux choses qu'on peut déceler à travers ce que ces partisans des révolutions de couleur prétendent vouloir. Soit ils veulent en réalité quelque chose d'assez réactionnaire.

Enfin, ils veulent bloquer les investissements. Ils vont prétendre que c'est une sorte de complot du Parti communiste, quand il s'agit de la Chine, ou alors ils vont dire que c'est la Russie, hein ? La Russie débarque — et ils ont fait ça pendant Maïdan, hein ? La Russie débarque et détruit l'Ukraine, bla-bla-bla. Ou alors, vous voyez, ils vont défendre des revendications très vagues, même quand elles sont de nature économique. Ils ne vont rien dire de concret. Ce n'est pas comme en France, où les manifestants vont vous dire très clairement : « Ils réduisent les budgets de l'éducation. On a besoin d'argent dans ce secteur de l'éducation. On a besoin de chauffage dans nos écoles », ce genre de choses.

Non, ils vont dire : « Oh, c'est de la corruption. » Ils ne vont pas dire : « Bon, on veut s'occuper de ces responsables corrompus comme le fait la Chine. On veut faire en sorte que l'économie profite à la population, donc il faut se débarrasser des dirigeants corrompus. » Non, ils disent juste : « La corruption. Tout n'est que corruption. C'est tout le gouvernement qui est corrompu. » Mais ils ne précisent ni quoi, ni pourquoi, ni comment. Ou alors ils disent : « Oh, l'économie va tellement mal. » Mais en général, ils viennent de pays qui subissent des sanctions imposées par les puissances mêmes qui les soutiennent, et ces puissances-là ne leur posent aucun problème. C'est ce qu'on a vu avec les soi-disant émeutiers en Iran.

Au début, c'était : « Oh, l'économie va mal. » Et puis on découvre qu'ils incendient des marchés et s' attaquent à des agents de la sécurité publique, même pas à des policiers. Ils les tuent de sang-froid. On finit donc par voir cette sorte de dichotomie, ces façons très contradictoires de présenter ne serait-ce que les revendications. Des revendications qui, vous savez, semblent rédigées par des gens qui ne s'intéressent pas vraiment à un changement réel, en profondeur. Ils cherchent à nous faire croire le contraire, tout en restant bien dans la ligne des forces qui les soutiennent. Un dernier mot pour conclure cet entretien ?

#KJ Noh

Oui, si je peux faire une analogie, Danny, c'est un peu comme, vous savez, quand l'une des deux personnes dans un couple a décidé de rompre. Il y en a une qui trouve toujours quelque chose à reprocher à l'autre, sans que ça ait quoi que ce soit à voir avec ce que l'autre fait réellement. Au fond, cette relation est détruite. C'est ce qui dicte leur comportement. Donc, leurs exigences seront impossibles à satisfaire, ou elles seront vagues. Et même si elles sont réalisables, une fois qu'elles auront été satisfaites, ils continueront. Par exemple, lors des émeutes contre l'extradition à Hong Kong, quand la loi sur l'extradition a été retirée.

Et les revendications vont continuer à monter en puissance, de manière totalement disproportionnée. Ce sont des revendications maximalistes, mais en même temps extrêmement vagues. Et c'est un premier signe que vous êtes en pleine révolution de couleur. En général, quand les gens formulent des revendications et qu'elles sont satisfaites, eh bien, vous savez, on finit par trouver un terrain d'entente. Mais ici, il n'y a aucune volonté de compromis. Le but, c'est de renverser le pouvoir. Voilà comment on peut le reconnaître. Vous avez donc tout à fait raison, Danny. Regardez les revendications, regardez l'élément déclencheur, et regardez le rapport entre les deux.

Regardez la façon dont on les met en valeur depuis l'étranger, et les financements qu'ils reçoivent. Regardez les revendications. Regardez le manque de recul sur soi. Tout ça, ce sont des signaux forts, et je pense qu'il faut en avoir conscience, surtout quand on travaille dans les médias alternatifs. Les gens peuvent très facilement se laisser entraîner parce que ça paraît séduisant. Vous savez, c'est conçu pour ça. C'est fait pour attirer. Ce sont des campagnes de marketing. Mais il faut

aller plus loin, regarder sous la surface, et aussi exercer notre esprit critique pour repérer les schémas qui se répètent dans ce genre de situations. Sinon, passez-moi l'expression, on est foutus.

#Danny

Oui, c'est aussi un très gros problème parce que, vous savez, vous parlez d'opérations psychologiques. Ça en est une aussi, quand notre propre classe ennemie, si j'ose dire, nous répète sans cesse que telle ou telle force fait quelque chose de très noble, en accord avec les convictions que nous partageons tous, alors qu'en réalité, ce n'est pas du tout ce qu'elle fait. Ça me rappelle aussi toutes les façons dont, vers la fin de la guerre froide, la CIA américaine étudiait les révolutions populaires au Nicaragua, entre autres. Et ils ont rédigé des manuels entiers sur la manière d'essayer de reproduire ça.

Mais avec des mercenaires qui allaient ensuite faire des choses vraiment horribles aux gens, ils essayaient de rallier le soutien de la population par la terreur, en reproduisant certaines tactiques. Et j'ai l'impression que c'est ce qui se passe dans les révolutions de couleur. On reproduit des tactiques auxquelles les gens vont bien sûr recourir quand ils ont faim, qu'ils sont pauvres, opprimés, vous voyez, et qu'ils voient leur niveau de vie baisser ailleurs. Mais ils vont essayer d'utiliser ce genre de tactiques à d'autres fins, dans des pays que les États-Unis et l'Occident ont, bien sûr, tout intérêt à déstabiliser. Et c'est ce qui rend tout ça si délicat.

Et on l'a même vu au cours des vingt dernières années. Je pense que la Libye et la Syrie ont marqué des tournants majeurs à cet égard, parce qu'au départ, c'étaient soi-disant des révolutions de couleur. Mais en réalité, il a fallu très vite passer à une guerre par procuration très violente, avec des affrontements armés, parce qu'il s'avère que, quand on essaie de faire ça à des gouvernements qui ne font peut-être pas une bonne partie de ce qu'on leur reproche, le volet révolutionnaire ne fonctionne pas très longtemps. Vous voyez, il faut passer à la violence. Il faut faire mal. Alors, KJ, c' est une excellente émission. Un dernier mot avant de se quitter ?

#KJ Noh

Oui, vous voulez passer à la violence avant que ces besoins soient satisfaits ou que les gens retrouvent la raison. Mais encore une fois, vous savez, il faut suivre la piste de l'argent, regarder les financements, voir qui fait mousser tout ça. Et si on remonte ces fils-là, je pense qu'en général, ça nous donne une assez bonne idée de ce qui se passe.

#Danny

Tout à fait. KJ, c'est une excellente émission. Avant de partir, pensez tous à cliquer sur « J'aime », parce que ça aide à mettre l'émission en avant dans l'algorithme de YouTube. Je tiens aussi à rappeler aux gens de s'abonner à la chaîne. À cette période de l'année, en fait, YouTube a la main un peu lourde avec ses outils de détection des bots par intelligence artificielle, et retire carrément de

vraies personnes de la liste des abonnés. Alors, vérifiez votre abonnement. Assurez-vous d'être bien abonnés à cette chaîne si vous avez choisi de le faire. Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont envoyé un Super Chat ou qui sont devenues membres de CBR. Merci à Farzana Neen, Carlos et Angelo. Merci pour votre soutien. Encore une fois, tout le monde, cliquez sur « J'aime ». Je serai de retour demain avec le professeur Seyed Mohammad Marandi à treize heures, heure de l'Est. Oui, à treize heures, heure de l'Est, le huit novembre. On se retrouve à ce moment-là. Pour remercier KJ, tout le monde, mettez un gros « J'aime » à l'émission, et à demain. Au revoir !